

La douane au service des entreprises : les accords de libre échange



Découvrez comment la douane, et plus particulièrement les Cellules Conseil aux Entreprises (CCE) peuvent accompagner les entreprises à optimiser la gestion de vos activités douanières. Les CCE offrent un diagnostic et un suivi gratuit. Cet épisode traite des accords de libre échange, lors d'un rendez-vous de suivi avec l'entreprise AkzoNobel.

Les accords de libre-échange et les préférences unilatérales permettent de bénéficier de préférences tarifaires, sous certaines conditions

Ils ont pour objectif de lever les barrières tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (formalités) au commerce entre deux pays ou groupes de pays. Avec ces accords, l'Union européenne (UE) entend favoriser la compétitivité de l'économie européenne. Ces accords sont essentiels pour permettre à une entreprise d'identifier les choix stratégiques à réaliser en matière d'approvisionnement à l'extérieur de l'UE.

Définitions et notions

Le bénéfice du régime préférentiel établi par les accords de libre-échange est subordonné à la **présentation d'une preuve de l'origine** qui doit, en principe, être présentée au moment du dédouanement. Les tableaux ci-après précisent, selon les accords signés par l'Union européenne, les **documents justificatifs de l'origine préférentielle**.

La clause de non-ristourne des droits de douane dans les accords préférentiels

La **clause de non-ristourne**, ou **interdiction de ristourne des droits de douane**, implique que les matières tierces non originaires, nonobstant le fait d'avoir été suffisamment ouvrées, doivent, en outre, avoir supporté les droits de douane exigibles dans le pays d'obtention du produit.

En conséquence, le remboursement ou le non-paiement des droits relatifs à l'importation des produits non originaires est interdit si le remboursement ou le non-paiement est lié à l'exportation du produit fini hors UE. C'est le cas, par exemple, lorsque la suspension des droits de douane est liée à l'utilisation de régimes douaniers suspensifs de droits.

L'interdiction de ristourne est applicable aux matières « non originaires » mises en œuvre dans la fabrication d'un produit pour lequel une preuve d'origine préférentielle est délivrée ou établie.

Service Youtube indisponible en raison de la non-acceptation de l'utilisation des cookies.
Autorisez le dépôt de cookies Réseaux sociaux pour accéder à cette fonctionnalité.
[Personnaliser le dépôt de cookie](#)

[Lire la transcription vidéo](#)

Découvrez comment la douane, et plus particulièrement les Cellules Conseil aux Entreprises (CCE) peuvent accompagner les entreprises à optimiser la gestion de vos activités douanières. Les CCE offrent un diagnostic et un suivi gratuit. Cet épisode traite des accords de libre échange, lors d'un rendez-vous de suivi avec l'entreprise AkzoNobel.



Liens utiles

- [Dossier - Les droits de douane réduits ou nuls](#)
- [Liste des accords et préférences unilatérales de l'Union européenne](#)
- [Les Cellules Conseil aux Entreprises - CCE](#)